

Convention collective nationale

**IDCC : 7517. – INGÉNIEURS ET CADRES
D'EXPLOITATIONS AGRICOLES**

(2 avril 1952)

(Etendue par arrêté du 13 octobre 1953,
Journal officiel du 28 octobre 1953)

AVENANT N° 41 DU 29 AVRIL 2010

NOR : AGRS1097192M

IDCC : 7517

Entre :

La fédération nationale de la propriété privée rurale ;

La fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles ;

La fédération nationale du bois ;

Les entrepreneurs des territoires ;

L'union nationale des entrepreneurs du paysage,

D'une part,

Le syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC ;

La fédération de l'agriculture CFTC-Agri ;

La fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation
et des secteurs connexes FO ;

La fédération générale agroalimentaire CFDT ;

La fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit.

PRÉAMBULE

Les partenaires sociaux conviennent que l'avenant n° 40 à la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952, adopté le 3 juin 2009, est annulé et remplacé par les dispositions suivantes.

Article 1^{er}

L'annexe I de la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 est modifiée comme suit :

Le 1^{er} paragraphe de l'article 16 est ainsi rédigé :

« 1. – Cessation d'activité

La liquidation ne peut être opérée que si les intéressés ont cessé ou cessent toute activité salariée.

La date de cessation d'activité doit être antérieure à la date d'entrée en jouissance des allocations.

En cas de reprise d'activité du participant, postérieurement à la liquidation de ses droits, celui-ci acquiert de nouveaux droits, qui feront l'objet d'une liquidation lors de la cessation de cette nouvelle activité. »

Article 2

Suite à un changement de numérotation d'articles résultant de l'avenant n° 39, l'annexe II de la convention collective nationale de prévoyance des ingénieurs et cadres d'entreprises agricoles du 2 avril 1952 est modifiée comme suit :

Dans les articles 17 et 18, les renvois à l'article 8 sont remplacés par des renvois à l'article 9.

Article 3

Ces modifications prennent effet le lendemain de la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Fait à Paris, le 29 avril 2010.

(Suivent les signatures.)